

LIFE22-NAT-FR-LIFE MMS n°101113629

Etude sur les pressions et référencement des textes juridiques au sein des ZPF potentielles, à l'échelle de la façade Manche est-Mer du nord dans le cadre du LIFE Espèces Marines Mobiles

Cahier des Clauses Techniques Particulières
CCTP

Office français de la biodiversité
Pôle de Brest
16 Quai de la Douane, CS 42932 – 29229 BREST Cedex 2

2025-MAPA18

Table des matières

I. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT	3
II. PRESENTATION DU PROJET LIFE ESPECES MARINES MOBILES	3
III. CONTEXTE	3
IV. OBJET DE LA PRESTATION.....	4
IV.1. Objectifs de l'étude	4
IV.2. Déroulé de l'étude	5
IV.3. Sites d'étude.....	5
V. PHASES, PRESTATIONS ET LIVRABLES ATTENDUS	6
V.1. Phase 1 - Identification et analyse des enjeux écologiques, des pressions présentes, théoriques, et supprimées, et des données existantes.....	6
V.2. Phase 2 - Acquisition de données (à prix unitaires)	7
V.2.1. Entretiens semi-directifs avec les parties prenantes	7
V.2.2. Enquête auprès des usagers	7
V.2.3. Autres sources de données proposées par le répondant	7
V.2.4. Traitement et analyse des données.....	7
V.3. Présentation des travaux lors de réunion.....	8
V.4. Calendrier	8
VI. LIVRABLES ATTENDUS.....	9
VII. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
VII.1. Obligations communes entre le prestataire et l'OFB :	9
VII.2. Obligations du prestataire.....	9
VII.3. Obligations de l'OFB.....	9
VIII. PROPRIETE INTELLECTUELLE	10
IX. COMMUNICATION	10
X. CADRE CONTRACTUEL SPECIFIQUE AU LIFE EMM.....	10
XI. ANNEXES	11

I. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

L'Office Français de la Biodiversité (OFB) est un établissement public de l'Etat à caractère administratif, créé par la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 placé sous la double tutelle des ministères de l'environnement et de l'agriculture qui a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité.

L'OFB exerce des missions de connaissance et d'expertise sur l'ensemble des composantes de la nature. Il contribue à l'exercice des polices administrative et judiciaire relatives à l'eau, aux espaces naturels, à la flore et la faune sauvage, à la chasse et à la pêche. Il accompagne et apporte son appui aux acteurs publics pour la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de leurs politiques. Il gère et restaure également les espaces protégés, aires marines et espaces protégés terrestres.

L'OFB poursuit notamment des objectifs de conciliation entre la préservation de la biodiversité marine et le développement d'usages maritimes respectueux des écosystèmes. En matière d'espaces protégés, il apporte les moyens humains, techniques et financiers aux parcs naturels marins.

Pour répondre aux engagements pris par l'État, l'OFB a lancé plusieurs projets européens visant à accompagner la réduction de l'impact de certaines activités. Le projet LIFE Espèces Marines Mobiles présenté ci-dessous s'inscrit dans ce cadre.

II. PRESENTATION DU PROJET LIFE ESPECES MARINES MOBILES

Dans le cadre des missions décrites précédemment, l'OFB pilote le projet européen LIFE Espèces marines mobiles (EMM), portant la référence LIFE22-NAT-FR-LIFE MMS n°101113629, visant à réduire les principales causes de mortalité affectant 23 espèces marines mobiles, dont 5 élasmobranches, 4 mammifères marins, 2 tortues et 12 oiseaux marins et limicoles.

Le projet s'étend sur 7 ans et compte 12 partenaires (WWF France, LPO, OP Sathoan, Ifremer, MIRACETI, Initiative PIM, MNHN, GON, GECC, SENSEAFR, GMN et Picardie Nature).

<https://www.ofb.gouv.fr/le-projet-life-especes-marines-mobiles>

L'objectif du LIFE EMM est de réduire les principales pressions qui s'exercent sur les espèces marines mobiles citées précédemment : la perte d'habitats fonctionnels, les dérangements et les mortalités dans les engins de pêche.

Les projets LIFE s'inscrivent dans un programme pluriannuel de l'Union Européenne pour l'environnement et le climat, visant à cofinancer des projets contribuant à la mise en œuvre, la mise à jour et le développement des politiques européennes en matière d'environnement et de climat.

III. CONTEXTE

Dans un contexte d'augmentation des activités, professionnelles et de loisirs, les pressions sur les écosystèmes et notamment les espèces marines mobiles sont de plus en plus fortes et peuvent entraîner la dégradation partielle ou totale ou la non restauration du bon état de la biodiversité marine. Les dérangements, notamment ceux d'origine anthropique, peuvent avoir des effets néfastes à court et long termes sur une ou plusieurs parties du cycle de vie des êtres vivants. Des mesures concertées, permettant une protection forte, doivent ainsi être mises en place afin de limiter les impacts des activités anthropiques sur les espèces marines mobiles.

La notion de protection forte est inscrite à l'article L.110-4 du code de l'environnement et est définie par le décret n° 2022-527 du 12 avril 2022. L'article 1er du décret indique qu'un espace protégé sous protection forte est « une zone géographique dans laquelle les pressions engendrées

par les activités humaines susceptibles de compromettre la conservation des enjeux écologiques sont absentes, évitées, supprimées ou fortement limitées, et ce, de manière pérenne, grâce à la mise en œuvre d'une protection foncière ou d'une réglementation adaptée, associée à un contrôle effectif des activités concernées ». Cette définition ne présage donc qu'une reconnaissance en ZPF nécessite une réglementation particulière si les pratiques humaines présentes n'engendrent pas de pressions significatives.

La mesure nationale de la Directive cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM) : « AT01 Développer le réseau des zones de protection forte et en renforcer le contrôle » consiste à mettre en place des mesures de protections réglementaires, dans les espaces maritimes, au sein de certains sites N2000 et de Parcs naturels marins afin d'éviter ou de diminuer significativement les principales pressions sur les espèces marines mobiles.

L'importance de mettre en place des zones de protection forte est transcrite dans la Stratégie nationale pour les aires protégées (SNAP) au sein de laquelle le gouvernement porte l'ambition de couvrir au moins 30% du territoire national terre et mer en aires protégées et 10% du territoire national en protection forte d'ici 2030. L'espace maritime hexagonale a quant à lui un objectif de 5% de couverture en protection forte en 2030, avec une cible intermédiaire de 3,5% en 2027. Cet objectif intermédiaire se décline en cibles différenciées selon les façades. Conformément aux objectifs fixés par courrier des ministres aux préfets coordonnateurs de façades du 6 juin 2023, la façade Manche Est Mer du Nord doit rechercher l'atteinte de la cible de 1% de sa surface à horizon 2027.

Le projet LIFE Espèces Marines Mobiles a pour objectif spécifique B.3 de Renforcer les protections spatiales. La présente étude est réalisée dans le cadre de l'action T.3.3. « Réduire les dérangements et les autres pressions affectant les habitats fonctionnels d'importance pour les espèces marines en complétant le réseau d'aires marines protégées et de protection forte. ». Cette action est pilotée par l'OFB et est mise en œuvre séparément par chacune des façades maritimes. Le projet vise à appuyer la démarche notamment grâce à la réalisation de diagnostics de pression nécessaires à la réflexion.

IV. OBJET DE LA PRESTATION

IV.1. Objectifs de l'étude

La reconnaissance en protection forte implique que le niveau des pressions d'origine anthropique au sein de la zone considérée soit compatible avec l'atteinte ou le maintien du bon état de conservation de l'ensemble des enjeux écologiques d'importance. Le décret n° 2022-527 indique que les principales pressions générées par les activités humaines s'exerçant sur les enjeux écologiques d'importance de la zone à reconnaître doivent être supprimées, fortement limitées ou évitées pour l'avenir. En outre, une attention particulière doit être accordée à leurs effets cumulés. Ces derniers ne doivent en aucun cas entraver l'atteinte du bon état écologiques des enjeux considérés pour la reconnaissance en protection forte. Un encadrement des activités est ainsi nécessaire.

L'OFB ambitionne pour cela de décrire, quantitativement et qualitativement, les usages, activités et interactions usages - enjeux écologiques de plusieurs sites de la façade Manche mer du Nord présentant des habitats ou espèces marines dont la préservation est jugée importante à l'échelle de la façade maritime (cf. Plan d'action pour les aires protégées de la façade Manche Est - Mer du Nord (2022-2024) qui décline, pour l'inter-région, la Stratégie Nationale pour les Aires protégées (PAT SNAP 2022-2024), Document Stratégique de Façade (DSF)). Ces connaissances permettront de proposer des mesures de gestion des usages nécessaires à la maîtrise des pressions associées ; et ainsi répondre aux objectifs définis par les politiques publiques.

L'objectif de la présente prestation est de réaliser un état de l'art des pressions présentes, évitées, fortement limitées ou supprimées au sein des ZPF potentielles, au regard des enjeux écologiques ciblés en partie dans le PAT SNAP 2022-2024 de la façade Manche Est mer du Nord pouvant justifier leur labellisation. L'ensemble des enjeux doit être pris en compte. Un focus sera fait sur

les législations et réglementations qui s'appliquent sur chacune des zones, y compris les mesures Eviter Réduire Compenser (ERC) prescrites par les différents arrêtés, ministériels ou préfectoraux, en vigueur (SDSCM, autorisations loi sur l'eau, autorisations domaniales, arrêtés de dérogation « espèces protégées », autorisation de travaux en réserve, arrêtés de régulation de la chasse et de la pêche, interdictions d'approche ou d'accès, etc.). Les arrêtés départementaux ou municipaux pourront également être examinés finement (interdictions diverses d'accès pour raisons de sécurité, etc.).

IV.2. Déroulé de l'étude

Phase 1 :

En premier lieu, sur une partie forfaitaire, le prestataire devra réaliser une étude bibliographique globale pour l'ensemble des sites listés. Cette étude devra, en fonction des données existantes, permettre d'identifier les pressions (présentes ou théoriques, mais également celles qui sont fortement limitées et celles qui ont d'ores et déjà été évitées, à ce jour, et/ou supprimées) en fonction des enjeux identifiés sur chacune des ZPF potentielles de la façade maritime. Si les données le permettent, le prestataire réalisera des cartographies des pressions et formulera des propositions de mesures à mettre en place pour les diminuer significativement. Il recensera les législations et réglementations en vigueur et établira une liste de contacts présentant les parties prenantes à intégrer dans le cadre d'une potentielle future concertation entourant la mise en place de ZPF.

Phase 2 :

Dans un second temps, le prestataire formulera une proposition de complément d'acquisition de données pour les sites pour lesquels les données disponibles sont insuffisantes pour réaliser le diagnostic décrit en phase 1 dans son intégralité. L'estimation budgétaire proposée devra distinguer les sites prioritaires des secondaires. Cette partie sera commandée sous forme de bons de commande.

IV.3. Sites d'étude

La liste des sites à étudier correspond en partie à la liste des sites identifiés en tant que zones pouvant potentiellement contenir une zone de protection forte au sein du PAT Stratégie nationale des Aires Protégées (SNAP) de la façade et de la stratégie du DSF. Les sites dits complémentaires ont quant à eux été identifiés, soit à la suite du débat public, soit sont ressortis de réflexions ultérieures. Les sites ont été divisés en 3 priorités qui serviront aux commandes de la deuxième phase du marché.

Priorité 1 :

- Platier d'Oye
- ZSC Littoral cauchois / ZPS Seino marin – Zone intertidale
- ZPS Falaise du Bessin occidental
- Concession OFB sur le DPM au droit de Beauvoir et au droit de Roz sur Couesnon (Site complémentaire)

Priorité 2 : Sites complémentaires

- Bancs de Walde
- Vasière Nord de l'estuaire de la Seine
- ZSC Cap Lévi Pointe de Saire

Priorité 3 :

- ZSC Littoral cauchois / ZPS Seino marin – Zone subtidale
- ZSC et ZPS Chausey
- Baie du Mont Saint-Michel – Ilot Tombelaine
- Baie du Mont Saint-Michel – Bancs sableux de fond de baie

- Platier rocheux des Roches Douvres (Site complémentaire)

V. PHASES, PRESTATIONS ET LIVRABLES ATTENDUS

V.1. Phase 1 - Identification et analyse des enjeux écologiques, des pressions présentes, théoriques, et supprimées, et des données existantes

Une réunion de lancement du marché aura lieu en visioconférence regroupant le prestataire, l'OFB et d'autres éventuels partenaires.

L'OFB fournira au prestataire, au démarrage de l'étude :

- Un tableau listant, par site, les enjeux écologiques et pressions théoriques, pré-identifiés par l'OFB. Selon les sites, les enjeux écologiques concernés pourront être des habitats et/ou des espèces marines (en particulier oiseaux et mammifères marins).
- Des cartes présentant les localisations des enjeux ciblés sur chaque zone lorsque les données sont disponibles ou discriminantes à l'échelle de la zone (certains enjeux ayant une répartition très large).
- La liste des ressources, rapports et jeux de données existants concernant les enjeux, les usages et leurs interactions selon la connaissance qu'en a l'OFB.
- La liste des mesures législatives et réglementaires applicables, selon la connaissance qu'en a l'OFB dont, a minima, le recensement fait en 2019 pour l'action « protections fortes » du premier plan d'action du PAMM
- La liste de contacts des parties prenantes des sites concernés selon la connaissance qu'en a l'OFB.

Prestation attendue

Le prestataire analysera l'ensemble des pressions présentes ou théoriques, évitées et supprimées ou fortement limitées, au regard des enjeux, selon les informations fournies par l'OFB, et celles dont il a connaissance selon ses recherches. L'ensemble des parties prenantes jugées pertinentes pourra être contacté pour recueillir divers fichiers et documents nécessaires à cette analyse. Il rédigera un rapport synthétique comprenant l'analyse de chacun des sites incluant par site un tableau recensant les différents types de pressions sur la zone. Pour les pressions préalablement évitées et/ou supprimées, il explicitera de quels moyens elles l'ont été. Le prestataire identifiera les besoins d'actualisation, les manques et proposera, pour y pallier, un programme d'acquisition de connaissances complémentaires (phase 2 sous forme de bons de commandes). Celui-ci pourra être réalisé à partir d'entretiens semi-directifs, d'enquêtes avec un questionnaire ou d'autres sources de données nécessaires pour mener à bien cette étude des pressions. En outre, l'ensemble des législations et réglementations en vigueur, que l'OFB n'aurait pas communiquées, applicables sur les sites sera recensé.

Concernant les sites pour lesquels il est estimé que les usages et pressions sont déjà suffisamment documentés, et aucune acquisition de données complémentaires n'est nécessaire, une cartographie des pressions sur les sites devra être réalisée dès la phase 1. En fonction de la temporalité des usages et des enjeux (saison, etc.), plusieurs cartes pourront être produites. Si les pressions présentes ne permettent pas le maintien ou l'atteinte du bon état écologique, le prestataire formulera des propositions de mesures à mettre en place pour les diminuer voire supprimer. De plus, il établira une liste de contacts présentant les parties prenantes à intégrer dans le cadre d'une potentielle future concertation entourant la mise en place de ZPF.

Livrables

- Rapport synthétique incluant l'analyse bibliographique de l'ensemble des 12 sites pré-identifiés ainsi qu'un tableau recensant les différents types de pressions par site
- Liste des ressources bibliographiques consultées, ainsi que la copie numérique des documents (si sources externes à l'OFB)
- Si production de cartes : cf annexe 1

V.2.Phase 2 - Acquisition de données (à prix unitaires)

V.2.1. Entretiens semi-directifs avec les parties prenantes

Des entretiens semi-directifs pourront être menés avec différentes parties prenantes impliquées localement et dont le rôle ou les connaissances pourront permettre d'alimenter l'étude et la réflexion autour des pressions. Ces parties prenantes sont diverses et peuvent inclure les services de l'Etat (DIRM, DREAL, Délégué régional académique, DDTM, PREMAR, préfectures de département, etc.), les établissements publics de l'Etat (CEREMA, CELRL, IFREMER, etc.), les collectivités territoriales (communes, EPCI, syndicats mixtes, départements, région), les associations, les usagers (pêcheurs professionnels et de loisirs, plaisanciers, pratiquants de sport de loisirs, d'activités de découverte de la nature, d'industriels (éoliens, granulats...), de gestionnaires portuaires, etc. Les objectifs et la liste des sujets à aborder lors de ces entretiens seront validés en amont avec l'OFB et les gestionnaires des sites. Le sujet pouvant être sensible, il est important que le discours utilisé pour porter la démarche et les informations fournies soient adaptés au contexte local. Des entretiens en amont avec les gestionnaires des sites seront ainsi demandés (Un entretien au minimum par gestionnaire).

V.2.2. Enquête auprès des usagers

Une enquête pourra être menée auprès des différents usagers professionnels et de loisir, pratiquant leur activité sur le site. Cette enquête sera réalisée sous le format d'un questionnaire. Il reviendra au prestataire de cibler les usages, et de définir un échantillon représentatif, pouvant interagir avec les enjeux désignés sur le site (cf. tableau et cartes des enjeux fournis en amont + autres sources trouvées par le prestataire). Le prestataire pourra élaborer le questionnaire en s'appuyant sur des exemples de formulaires fournis par l'OFB issus d'études similaires, et en s'attachant à prévoir un questionnaire qui puisse être administré au maximum en une quinzaine de minutes. Le questionnaire, les usages ciblés et l'échantillon seront validés par le gestionnaire du site et par l'OFB, suite à quoi le prestataire réalisera l'enquête sur le terrain ou selon les modalités de diffusion jugées pertinentes (et qu'il aura détaillées dans son mémoire technique).

V.2.3. Autres sources de données proposées par le répondant

Le prestataire pourra proposer d'acquérir d'autres types de données que celles citées précédemment.

V.2.4. Traitement et analyse des données

Le prestataire traitera et analysera l'ensemble des données transmises par l'OFB ainsi que celles collectées à l'étape précédente, afin de réaliser des analyses de la fréquentation par site et des interactions enjeux écologiques – usages. Les différences observées dans les usages selon la saisonnalité seront également prises en compte si possible. Ces analyses seront présentées dans un rapport global.

Des cartes présentant l'étendue des pressions et leur localisation, le plus précisément possible, à l'intérieur de l'AMP, devront être présentées. En fonction de la temporalité des usages et des enjeux (saison, etc.), plusieurs cartes pourront être produites.

Par la suite, des recommandations visant à atténuer voire supprimer les pressions spécifiques impactant les enjeux écologiques ciblés et en tenant compte de la réglementation déjà en place devront être faites. Celles-ci devront également tenir compte des lignes directrices prescrites par l'OFB en matière de dérangement.

Une liste de contacts pertinents (nom, statut/rôle/fonction, adresse mail, numéro de téléphone si possible) susceptibles d'être approchés lors d'une potentielle concertation future sera élaborée. L'ensemble de ces analyses et conclusion devra être restitué au sein d'un rapport global.

Prestation attendue :

Le prestataire devra rédiger, pour chacun des sites ciblés, une fiche synthétique à partir des analyses de données provenant d'une ou plusieurs des sources suivantes :

- Entretiens avec les parties prenantes
- Enquêtes auprès des usagers
- Toute autre source de données proposée par le répondant
- Données transmises par l'OFB

L'ensemble de ces fiches seront intégrées au sein d'un rapport global.

Livrables

- Rapport global présentant les données complémentaires acquises dans la phase 2 organisé par site concerné complémentaire du rapport de phase 1 et les fiches synthétiques
- Données collectées ou produites et métadonnées
- Cartographie des pressions par site selon le référentiel détaillé en annexe 1

V.3.Présentation des travaux lors de réunion

En fin de phase 1, une réunion sera organisée pour présenter le 1^{er} rapport et les sites nécessitant une analyse complémentaire ainsi que les modalités techniques et financières.

A l'issue de cette réunion en visioconférence, le commanditaire retiendra un des scénarios proposés par le prestataire. Cette réunion réunira l'OFB et certains services de l'État ou autres partenaires.

L'ensemble des travaux menés et des livrables produits seront présentés lors d'une deuxième réunion de restitution, en présentiel, regroupant certains acteurs de toute la façade Manche mer du Nord : les services de l'OFB, les gestionnaires des sites et les services déconcentrés de l'État précédemment contactés. Cette réunion pourra se tenir au sein de locaux réservés au préalable par l'OFB.

V.4.Calendrier

Le prestataire proposera un calendrier de réalisation des différentes phases en se basant sur les différents sites précisés à titre indicatif.

Le calendrier proposé deviendra contractuel si l'offre est retenue. Les opérations devront démarrer dans la mesure du possible dès notification du prestataire (estimée au mois de novembre 2025), et devront prendre fin idéalement avant le 30 octobre 2026. La phase 1 devra être réalisée au cours du premier trimestre suivant le démarrage de l'étude.

VI. LIVRABLES ATTENDUS

Le tableau suivant dresse le récapitulatif des livrables attendus :

Phase	Date	Livrable
1	Fin premier trimestre	Rapport de synthèse incluant l'analyse bibliographique de l'ensemble des 12 sites pré-identifiés ainsi qu'un tableau recensant les différents types de pressions par site Liste des ressources bibliographiques consultées, ainsi que la copie numérique des documents (si sources externes à l'OFB). Si produites lors de cette phase : cartes associées
2	Fin octobre 2026 (cible)	Rapport global complémentaire à celui de la phase 1 regroupant chacun des sites ciblés à la suite de la première phase Données collectées ou produites et métadonnées Cartes associées

Le prestataire s'engage à faire figurer sur les livrables les logos et mentions inhérents à l'opération LIFE EMM.

VII. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

VII.1. Obligations communes entre le prestataire et l'OFB :

Le prestataire et l'OFB affecteront de manière générale tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation de ces prestations et se communiqueront l'ensemble des informations nécessaires à leur bonne exécution.

VII.2. Obligations du prestataire

Obligations vis-à-vis du contexte spécifique à chaque site :

Pour chaque site, le prestataire respectera les conditions d'accès au site et se conformera aux prérogatives établies par le gestionnaire du site.

Obligations vis-à-vis du format des données :

Le format des données devra répondre aux standards OFB pour la bancarisation (cf. Annexe 1 ci-dessous et annexes données transmises au lancement).

VII.3. Obligations de l'OFB

L'OFB assure :

- la mise en relation du prestataire avec chaque gestionnaire volontaire ainsi qu'avec les autres interlocuteurs concernés ;
- la mise à disposition auprès du prestataire de toutes les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission et notamment pour comprendre les situations dans chacun des sites à accompagner ;
- la désignation d'un correspondant technique chargé de suivre les actions et de coordonner ses relations avec le prestataire.

Plus généralement, l'OFB s'engage à maintenir, tout au long de l'exécution des actions, une collaboration active et régulière avec le prestataire.

VIII. Propriété intellectuelle

Se référer à l'article 11 du CCAP.

IX. Communication

Le prestataire s'engage à mentionner le fait que la prestation bénéficie du soutien financier du Ministère de la Transition écologique et du programme LIFE de l'Union Européenne dans le cadre du projet LIFE EMM (LIFE22-NAT-FR-LIFE MMS n°101113629), et à faire figurer les logos LIFE, Natura 2000 et du gouvernement pour toute publication ou communication en lien avec la prestation, et à informer l'OFB en amont de ces projets de publication ou communication.

Toute communication doit comporter la clause de non-responsabilité suivante : " Les points de vue et les opinions exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'OFB. Ni l'Union européenne ni l'autorité responsable ne peuvent en être tenues pour responsables".

X. Cadre contractuel spécifique au LIFE EMM

Conformément à l'article 9.3 de la convention de subvention LIFE EMM (LIFE22-NAT-FR-LIFE MMS n°101113629) signée par l'OFB et la Commission européenne le 12/12/2023 relative à la mise en œuvre du projet LIFE EMM, et dans le cadre de laquelle s'inscrit la prestation, les clauses des articles 12, 13, 14, 17.2, 18, 19 et 20 de cette convention, applicables à l'OFB, sont également applicables au prestataire, à savoir :

- Le prestataire prend toutes les mesures nécessaires pour éviter toute situation où la mise en œuvre impartiale et objective de la prestation est compromise pour des raisons d'intérêt économique, d'affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou émotionnels ou de tout autre intérêt partagé (« conflit d'intérêt »).
- Le prestataire n'a aucun droit envers la Commission européenne pour la mise en œuvre de la prestation. La Commission européenne ne peut être tenue responsable des dommages causés ou subis par le prestataire, y compris tout dommage causé à des tiers suite à la mise en œuvre de la prestation ou lors de sa mise en œuvre.
- Le prestataire doit garder confidentielles les données, documents ou autres éléments (sous quelque forme que ce soit) identifiés par écrit comme sensibles - pendant la mise en œuvre de l'action et au moins jusqu'au 31/12/2036.
- Le prestataire s'engage à respecter les standards éthiques européens, internationaux et nationaux, ainsi que les valeurs européennes de base, telles que le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'état de droit et les droits humains, y compris le droit des minorités.
- Le prestataire doit être en mesure au cours de l'action ou ultérieurement de fournir toutes informations demandées, nécessaires à la vérification de la bonne mise en œuvre de l'action dans le respect des clauses de la convention LIFE.
- La Commission Européenne et la Cour des comptes européenne se réservent le droit de vérifier, à tout moment, la bonne utilisation des contributions financières et pourront demander au prestataire tout document ou justificatif en ce sens, pour les besoins des contrôles et audits.

Des mentions spécifiques à la facturation devront être indiquées, elles sont détaillées à l'article 6.4 du CCAP.

Annexe 1 – Exigences techniques pour les données géoréférencées

1- Format obligatoire

Les données seront produites au format suivant : Geopackage (*.gpkg) ou Shape (*.shp du format ESRI).

2- Système de coordonnées obligatoire

Les systèmes de coordonnées associées aux données correspondront, selon la zone géographique, aux systèmes officiels recensés dans le tableau ci-dessous :

Zones	Nom du Système de Coordonnées	Code EPSG
Mondiale, eaux françaises	World Mercator, WGS 84, IAG GRS 1980	4326
France métropolitaine	Lambert 93, RGF93, IAG GRS 1980	2154

L'acquisition de données géographiques par des matériels munis de GPS se fera en WGS 84 (EPSG:4326) et les coordonnées géographiques seront saisies **en degrés décimaux**.

3- Référentiel géographique

Les référentiels cités ci-dessous sont à privilégier mais leur utilisation est à adapter suivant l'échelle de numérisation et le type de données géoréférencées. Les référentiels conseillés sont :

- Le carroyage le plus fin recommandé pour représenter des résultats d'analyse par maille – carroyage régulier en mer d'une résolution de 1 minute de degré * 1 minute de degré (si un carroyage plus large est nécessaire, l'OFB le fournira): <https://www.geocatalogue.fr/Detail.do?fileIdentifier=9c1b025c-4745-40dd-8bdc-4dfc7c51cdcc>
- La « limite terre-mer » (LimTM) produite et diffusée (depuis novembre 2021) par l'IGN et le SHOM : <https://geoservices.ign.fr/limite-terre-mer>
- L'ortho-littorale V3 : <https://experience.arcgis.com/experience/e17fc953a2d448a999c9876cf4d5a856/page/acueil/>

4- Table attributaire

Un modèle de table attributaire sera à définir avec le prestataire **au lancement du marché** et sera à faire évoluer au besoin. Ce modèle listera les champs obligatoires à saisir mais pourra être complété par d'autres champs que le prestataire jugera opportun.

- ➔ Il est demandé de faire valider le modèle des données par les géomaticiens référents et le/la chargé.e de mission référent.e **avant son déploiement**. Le modèle de fichier devra détailler un nom de colonne de **moins de 10 caractères**, sans accent ni caractère spécial hormis l'underscore « _ ». Pour chaque attribut seront indiqués: le nom complet, la description détaillée, le format (ex : longueur de chaîne de caractères pour un champ texte, longueur et précision pour un champ nombre décimal).
- ➔ Un échange spécifique autour de la structure de la table attributaire de chaque lot est à prévoir lors **de la réunion de lancement et des réunions ultérieures**.

5- Nomenclature des données obligatoires

Toutes les données vectorielles produites à l'échelle des sites devront respecter la nomenclature définie par l'OFB. Le nom du fichier est construit par concaténation de plusieurs parties définies dans ce paragraphe en lettres minuscules :

[theme]_[code_geo]_[projet]_[description_projet]_[nom_organisme]_ofb_[geometrie]_[code_epsg].[format]

[theme]

bio	données biologiques (faune, flore, résultat de campagnes d'acquisition de données)
ref	référentiel (un référentiel est multithématiques ou ne correspond à aucun des thèmes ci-après)
eco	écosystèmes (habitat, fonctionnalités biologiques, paysagères, etc.)
phy	données physiques (abiotiques)
us	usages (et réglementation relative à ces usages)
ges	gestion, espaces de gouvernance et réglementation associée

[code_geo]

met	métropole (par défaut)
mmn	Manche – Mer du Nord

[projet]

emm_t3-3

[description_projet]
]

Lot 1	platier_oye
	littoral_cauchois_seinomarin_intertidal
	falaise_bessin_occidentale
	covesnon_dpm_bauvoir_roz
Lot 2	bancs_walde
	estuaire_seine_vasieres_nord
	cap_levi_pointe_saire
Lot 3	littoral_cauchois_seinomarin_subtidal
	chaussey
	msm_tombelaine
	msm_bancs_sableux_fond_baie
	roches_douvres

[nom_organisme]

sigle du titulaire / groupement titulaire

[geometrie]

pol	polygone
pt	point
ln	ligne

[code_epsg]

4326 ou 2154 (voir 2- Système de coordonnées obligatoire)

[format]

shp ou gpkg (voir 1- Format obligatoire)

Exemple : us_mmn_emm_t3-3_ilot_ratier_xxx_ofb_pol_2154.gpkg

Désigne une couche de polygones décrivant des usages sur un des sites du lot 1, l'îlot du Ratier.

N. B. : Dans le cadre de ce marché, sauf exceptions tous les livrables sont de l'ordre du thème usages – us ou écosystèmes – eco, sur l'espace géographique Manche – Mer du Nord - mmn.

Il est demandé de **faire valider** le nom des données par les géomaticiens référents.

6- Métadonnées obligatoires

Les métadonnées sont des données qui décrivent les données. Elles indiquent comment, quand, où et par qui les données ont été recueillies, mentionnent leur disponibilité et leur mode de distribution, le système de projection et de coordonnées qui les caractérisent, l'échelle de suivi, la résolution et la précision et la fiabilité à l'égard de certaines normes.

L'objectif des métadonnées est en particulier de rendre possible et de faciliter la consultation et l'échange des données et ainsi permettre de pérenniser l'utilisation des données.

Ces métadonnées sont à renseigner à partir de l'application web Geonetwork mise à disposition par l'OFB via le site web :

<https://data.ofb.fr/catalogue/Donneesgeographiques-OFB/fre/catalog.search>.

Un login, un mot de passe et un modèle de fiche de métadonnées seront communiqués au prestataire **sur simple demande** au géomaticien référent.

Une fiche de métadonnées est attendue **pour chacune des données SIG produites et livrées**. En accord avec les géomaticiens référents, une seule fiche de métadonnées pourra décrire un lot de données lorsque le contexte s'y prête. Il est envisageable également de créer des fiches de métadonnées « parent » (fiche décrivant le lot de données complet) et « enfants » (fiche propre à un jeu de données du lot plus spécifique).

La méthode pour créer une fiche ou en modifier une est détaillée dans le Guide de l'éditeur du catalogue de données géographiques de l'OFB disponible ici :

https://ged.ofb.fr/share/s/CB9jQLxSrKCR-d_bC54Qw.

Il est demandé de **faire valider** les métadonnées par les géomaticiens référents.

Les liens URL des fiches de métadonnées devront être livrés **pour chaque fichier SIG**.

7- Cartographie

Les documents numériques permettant la création et la mise en page des cartographies devront être créés au format *.qgz (ou *.qgs) du logiciel QGIS. Les projets seront enregistrés en chemin relatif pour garantir des liens fonctionnels entre données et projets cartographiques.

La symbologie développée lors des mises en page cartographiques par le prestataire devra également être livrée avec le même nom que le fichier shape associé (fichier *.qml de QGIS). Si des symboles spécifiques sont utilisés ou créés pour le projet, ils doivent également être transmis (ex : format *.svg).

Un modèle de projet cartographique (QGIS) charté OFB sera livré au prestataire au lancement du marché.

En se basant sur cette charte cartographique, chaque carte devra **obligatoirement** comprendre les informations suivantes :

- Le périmètre officiel des sites Natura2000
- Un double titre (géographique et thématique)
- Une légende
- Des éléments permettant d'assurer la traçabilité des informations utilisées : date des sources utilisées, date de réalisation, producteur de la carte (logo du prestataire)
- Une double échelle (kilomètre / mille marin) sous la forme de texte et/ou de barres d'échelles
- Une flèche nord

- Le logo de l'OFB et celui du prestataire (même tailles)
- La référence de la prestation : numéro de contrat [marché, programme], OFB/nom du prestataire, année

Les projets cartographiques seront livrés avec la nomenclature suivante :

[code_geo]_[theme]_[titrecarte]_[date]_[format] où :

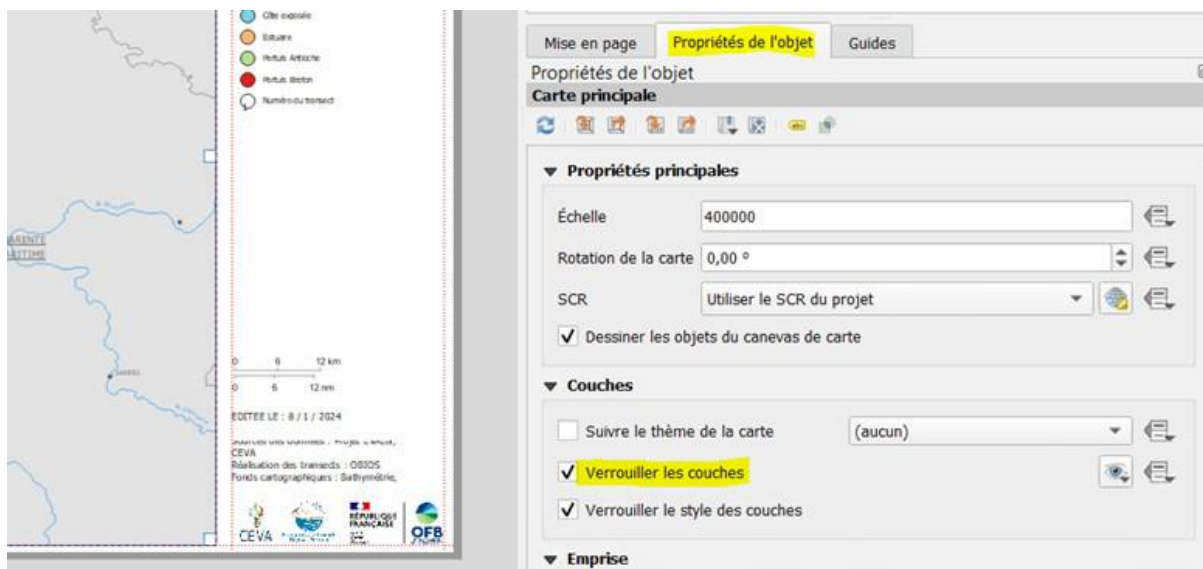
- [code_geo] = voir 5- Nomenclature des données obligatoires
- [theme] = voir 5- Nomenclature des données obligatoires
- [titrecarte] = description succincte de la carte (1 ou 2 mots)
- [date] = date de la création de la carte de type aaaammjj
- [format] =
 - a4pa pour A4 orientation paysage
 - a4po pour A4 orientation portrait
 - a3pa pour A3 orientation paysage
 - a3po pour A3 orientation portrait

La mise en page de chaque carte produite et exportée devra être livrée :

- soit un projet cartographique par carte (QGIS),
- soit une mise en page par carte (gestionnaire de mise en page, QGIS) :

Si un seul projet cartographique QGIS est utilisé pour générer plusieurs mises en page, l'utilisation d'un thème par carte générée avec le même nom que la carte est demandée : https://docs.qgis.org/3.28/fr/docs/user_manual/introduction/general_tools.html?highlight=theme#configuring-map-themes.

De plus, dans chaque mise en page, la case « verrouiller les couches » doit être cochée :



8- Topologie et géométrie

Une attention particulière devra être accordée au respect de la cohérence géométrique des données en respectant scrupuleusement les règles topologiques suivantes pour la numérisation des polygones (pas de superposition (chevauchement) entre les polygones, pas d'auto-intersection, pas de fermetures anormales des polygones).

Toutes les erreurs topologiques, à l'exception de celles validées avec l'OFB et reconnues comme des exceptions, **devront être corrigées**.

9- Contrôle qualité

Au cours de l'enregistrement des données, l'OFB pourra procéder à une validation des données concernant :

- La géométrie
- La topologie
- La table attributaire
- Les champs obligatoires
- La nomenclature des fichiers
- Les fiches de métadonnées
- Les projets cartographiques (charte cartographique de l'OFB, liens entre données et projets fonctionnels)

10-Contacts

La gestionnaire de données du Life Espèces Marines Mobiles et les chargés de mission géomatique et gestion des données marines de la Direction de Façade Maritime Manche – Mer du Nord assureront le suivi géomatique des différents lots et la bancarisation des données.

Gestionnaire de données du Life Espèces Marines Mobiles :

Tiphaine Lodier - tiphaine.lodier@ofb.gouv.fr

Chargés de mission géomatique et gestion des données marines de la DFM MMN :

Guillaume Fauveau – guillaume.fauveau@ofb.gouv.fr

Amine Haddad – amine.haddad@ofb.gouv.fr

11- Conditions d'utilisation



L'Office Français de la Biodiversité utilisera ces données selon les conditions de la licence ouverte/Open Licence » établie par la mission ETALAB. L'OFB utilisera la donnée pour toutes les missions qui lui incombent.

Ces données seront diffusables et téléchargeables au grand public et accompagnées des conditions générales de la licence ouverte Etalab.

En cas de modification de la donnée et d'utilisation non conforme, l'Office Français de la Biodiversité décline toute responsabilité quant à l'utilisation de ces données.